



SSF
SCUTUM SECURITY FIRST

Pakistan

Focus info

Des élections générales du 8 février sous haute tension



Un scrutin à fort enjeu dans un contexte politique et sécuritaire dégradé

Après près de deux ans de **crise politique** aggravée par la **destitution de l'ex-Premier ministre Imran Khan** (2018-2022), le Pakistan s'apprête à organiser des **élections** pour ses assemblées nationale et provinciales le **8 février**. Les élections étaient initialement prévues en novembre 2023, et ont été **officiellement reportées** en raison de retards sur la "redélimitation" de certaines de circonscriptions électorales. **L'opposition y a vu une manœuvre politique de l'establishment militaire** visant à mieux préparer le terrain pour la victoire de leur favori "**loyaliste**" contre le **Pakistan Tehreek-e-Insaf** (Mouvement du Pakistan pour la justice, **PTI**), le parti d'Imran Khan.

Les élections de février 2024 se déroulent dans un contexte troublé, alors que le pays traverse de **multiples crises**, notamment une **récession économique** marquée par une **inflation galopante** (30%) des **dévaluations** en série de la monnaie nationale, des **tensions le long de ses frontières contestées** et une **hausse des actions des groupes armés insurgés** qui ont mis à mal les relations avec l'**Iran** et l'**Afghanistan** voisins.

L'instabilité a largement renforcé le rôle et les pouvoirs de "l'Etat profond" (l'armée et ses puissants services de renseignement), qui apparaît de nouveau comme **faiseur de roi dans la vie politique pakistanaise**. L'armée s'est largement ingérée dans la **préparation du scrutin**, et la **multiplication des incidents de violences politiques** (répression envers le PTI ; attaques visant des candidats) posent de sérieux doutes quant au **caractère juste et équitable de l'élection**. **Les risques de déstabilisation du Pakistan sont crédibles**, en particulier si le scénario de défaite du PTI sur fond de manipulation du scrutin se concrétise.

Le bras de fer perdu du PTI face à l'establishment militaire

En **avril 2022**, moins de quatre ans après avoir été élu Premier ministre, **Imran Khan** a démissionné de son poste à la suite d'une **motion de défiance** pour mauvaise gestion économique, **une première dans l'histoire pakistanaise**. Il a **accusé l'armée d'avoir orchestré son éviction** dans le cadre d'une lutte de pouvoir en cours concernant la nomination du chef de la puissante agence pakistanaise de renseignement **Inter-Services Intelligence (ISI)**. Le gouvernement du PTI a été remplacé par le **Pakistan Democratic Movement (PDM)**, un gouvernement de coalition comprenant principalement le **parti conservateur de la Ligue musulmane du Pakistan (PML-N)** et le **Parti du peuple pakistanais (PPP)**.

Dans son discours de démission le 9 avril 2022, Imran Khan a appelé ses partisans à descendre dans la rue pour protester massivement. Il a entamé une **"longue marche"** à l'échelle nationale, depuis la province la plus peuplée du Pakistan, le Pendjab, jusqu'à la capitale, Islamabad, pour **réclamer des élections anticipées**. Le **3 novembre 2022**, lors d'une manifestation dans la ville de **Wazirabad** au Pendjab, **un homme armé a tiré sur le convoi de Khan**, le blessant et tuant un militant du PTI. **Les partisans du PTI ont qualifié l'incident de tentative d'assassinat**. Imran Khan a rejeté la responsabilité sur le gouvernement et l'armée au pouvoir.

Les tensions persistantes entre Imran Khan et l'establishment militaire ont explosé en mai 2023, lors de l'interpellation de l'ex-chef de gouvernement pour des faits présumés de corruption. Cette arrestation a entraîné une **mobilisation de masse des partisans du PTI**, qui a dégénéré dans de nombreuses villes en **incidents violents (attaques répétées et d'ampleur contre des édifices gouvernementaux et militaires, affrontements avec les forces de sécurité, blocages routiers, vandalisme)**. **Jamais dans l'histoire du pays, l'armée n'avait été prise pour cible de manière aussi directe**. Il était d'ailleurs connu qu'Imran Khan avait su conserver des soutiens chez les militaires, alimentant, lors de cet épisode, les **rumeurs de coup d'Etat militaire** et les scénarios de guerre civile. Imran Khan a toujours nié l'implication de ses partisans dans ces événements, accusant l'armée d'avoir orchestré les violences pour le discréditer.



La crise de mai 2023 a fait vaciller l'armée mais s'est finalement soldée par une restauration autoritaire, dirigée par les militaires avec le plein soutien de la coalition au pouvoir dirigée par le Premier ministre Shehbaz Sharif (2022-2023). A cet égard, les forces de sécurité ont de plus en plus systématiquement réprimé toute mobilisation de l'opposition, en ayant notamment recours à un usage systématique et excessif de la force, ainsi qu'à des tirs à balles réelles (**11 manifestants tués** à l'échelle nationale).

Dans le même temps, **convaincus d'avoir le soutien de la population, les responsables du PTI ont engagé un bras de fer avec l'appareil d'État** — l'armée et ses services de renseignement, mais aussi le pouvoir judiciaire. Tous sont sortis perdants de cette épreuve de force et ont fini **emprisonnés ou en exil**, avec l'interdiction de briguer un mandat politique. En outre, **les pouvoirs de l'armée ont été renforcés**, via l'adoption d'une série de textes législatifs à l'été 2023, criminalisant notamment toute atteinte aux infrastructures, aux intérêts voire à l'image de l'armée.

Après avoir été libéré sous caution, Imran Khan est de nouveau interpellé le 5 août et condamné à trois ans de prison pour avoir revendu des présents officiels à des fins d'enrichissement personnel. **En lui interdisant de briguer tout mandat électoral pour une durée de cinq ans, cette condamnation empêche le dirigeant du PTI — qui demeure la personnalité politique la plus populaire au Pakistan — de se présenter aux prochaines élections.**



Une partisane du PTI devant un véhicule de police incendié à Karachi, mai 2023

En somme, ce virage autoritaire a largement affaibli le PTI à l'approche des élections générales du 8 février. **La répression s'est montrée efficace, dans la mesure où le PTI a clairement perdu de sa capacité de mobilisation sur la fin de l'année 2023** (les manifestations de partisans au cours du dernier trimestre 2023 ont été environ deux fois moins nombreuses qu'au cours du troisième trimestre, et 90 % de moins qu'au cours du deuxième trimestre, selon ACLED).

En outre, le **PTI a perdu en visibilité lors de la campagne électorale**, notamment en raison de nombreuses procédures et manoeuvres de l'establishment judiciaire et militaire visant à affaiblir le parti (candidats du PTI déclarés inéligibles ; coupures d'Internet coïncidant avec des campagnes en ligne du parti ; interdiction de tenue de meeting politique ; raids de bureaux politiques). **Le parti a notamment perdu le droit d'utiliser la batte de criquet**, emblème historique du parti et d'Imran Khan, comme **signe de ralliement**, contraignant les candidats du PTI aux élections législatives et provinciales à se présenter sous l'**étiquette d'indépendant**. A noter que dans un pays où 40% de la population est analphabète, l'emblème du parti constitue bien souvent le seul moyen de distinguer les candidats entre eux.

L'«Etat profond», éternel faiseur de roi et poids lourd de la vie politique et économique pakistanaise

Depuis l'indépendance du Pakistan en 1947, l'armée a dirigé directement le pays pendant plus de trois décennies et a continué à influencer la politique pendant le régime civil en soutenant sélectivement les dirigeants.

Sous le « régime hybride » des années récentes, l'armée se contentait d'arbitrer dans les coulisses. Depuis la crise de 2023 et le bras de fer avec le PTI, l'armée se fait de plus en plus visible. Le **général Asim Munir**, l'actuel chef d'état-major de l'armée, n'hésite plus à s'afficher comme le seul maître à bord, en politique autant que dans le domaine économique, en intervenant directement dans la politique monétaire ou sur des sujets plus inhabituels comme les investissements étrangers en provenance des monarchies du Golfe, ou encore le détournement d'alimentation électrique.

La mise sous tutelle de la politique économique et financière du pays par l'armée est complète, au risque évident d'aggraver la corruption endémique : toutes les décisions importantes doivent être validées par une instance, le **Special Investment Facilitation Council**, sous contrôle militaire. Ce comité de pilotage supplante les ministères fédéraux comme les autorités provinciales. Cette mise sous tutelle permet à l'armée de **défendre ses propres intérêts**, via la **consolidation de son vaste empire financier** (accaparement de terrains urbains et agricoles, parc immobilier, rôle des fondations d'anciens combattants, conglomérats économiques).

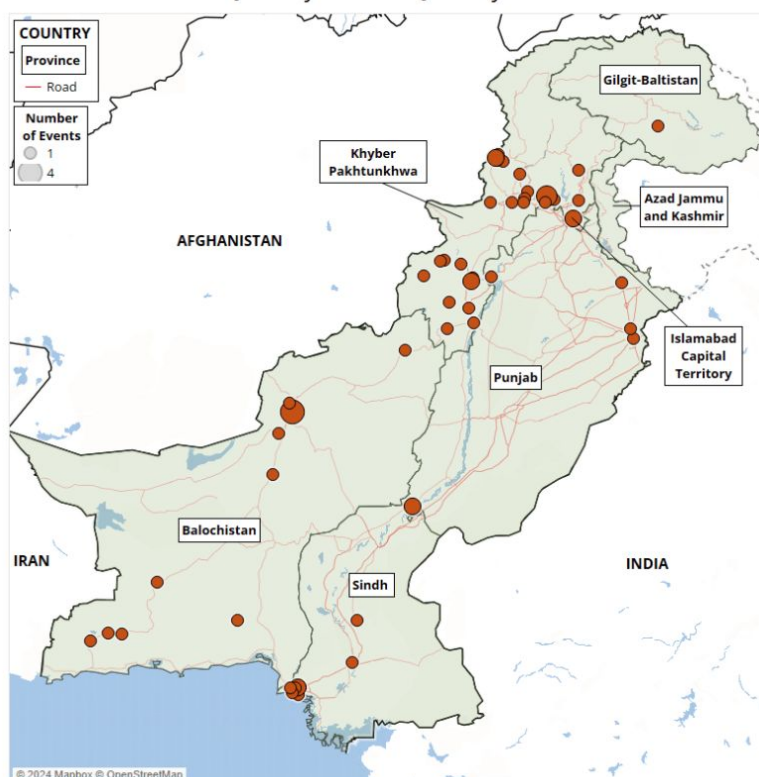
Un contexte sécuritaire dégradé pesant sur l'élection, principalement dans le KP et le Baloutchistan

Les périodes électorales sont généralement marquées au Pakistan par des attaques de groupes armés visant des partis politiques et des candidats. Si les acteurs, les motivations et les cibles de ces attaques ont varié, la plupart des violences se sont concentrées dans les provinces de Khyber Pakhtunkhwa (KP) et du Baloutchistan. Sur l'année 2023, on estime que 1 000 civils et membres des forces de sécurité ont été tués - le plus grand nombre de victimes de telles attaques en six ans.

Dans le Khyber Pakhtunkhwa, les groupes islamistes armés représentent la plus grande menace, car ils poursuivent leur violente campagne en faveur d'une plus grande autonomie dans les régions tribales et de l'imposition d'un système politique islamique dans l'ensemble du Pakistan. Le Tehreek-e-Taliban Pakistan (TTP), qui a mis fin à son accord de cessez-le-feu avec le gouvernement pakistanais en novembre 2022, est le plus actif de ces groupes, et mène régulièrement des attaques contre les forces de sécurité.

La province du Baloutchistan est avant tout confrontée à une insurrection séparatiste historique et dans une moindre mesure à la montée de groupes islamistes armés. Le Front de libération baloutche (BLF), l'un des groupes armés baloutches les plus actifs, et le Baloch Raji Aajoi Sangar (BRAS), une alliance des principaux groupes séparatistes baloutches, ont appelé au boycott des prochaines élections, impliquant une menace pour ceux qui y participent. Témoignant de ce risque, au moins 28 personnes ont été tuées le 7 février dans deux attaques contre des bureaux politiques de candidats dans la province du Baloutchistan, moins de 24 heures avant que le pays ne se rende aux urnes.

Armed Group Attacks on Political Party Members 1 January 2023 - 26 January 2024



Source : ACLED

A un mois des élections de février, ACLED a enregistré 24 attaques de groupes armés contre des candidats ou des partis politiques en lice pour le scrutin. **Ce chiffre est comparable à celui enregistré avant les élections de 2018, mais nettement inférieur aux plus de 100 incidents enregistrés avant les élections de 2013.**

Panorama politique de l'élection : un PTI affaibli en position de challenger, le PML-N légèrement favori

Les prochaines élections verront un **PTI affaibli** défier les partis traditionnellement dominants de la politique pakistanaise - la Ligue musulmane pakistanaise-Nawaz (**PML-N**) et le Parti du peuple pakistanaise (**PPP**).

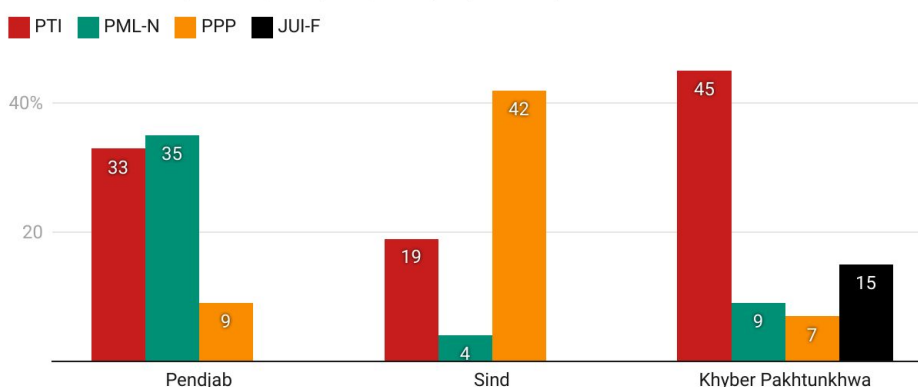
Lors des dernières élections en 2018, l'ancien Premier ministre Imran Khan était considéré comme le favori de l'armée, un soutien qui s'est assurément montré décisif dans sa victoire. **En 2024, les jeux d'alliance se sont inversés. Nawaz Sharif** (Premier ministre de 1990-1993 ; 1997-1999 ; 2013-2017) **de la PML-N, longtemps en froid avec l'armée, semble avoir regagné les faveurs de celle-ci et part favori pour remporter le scrutin de février.**

Nawaz Sharif est récemment rentré au Pakistan après quatre années d'exil auto-imposé à Londres à la suite de sa condamnation dans une affaire de corruption. Début janvier, la Cour suprême du Pakistan a annulé l'interdiction à vie faite aux personnes ayant fait l'objet de condamnations pénales de se présenter aux élections, **ouvrant ainsi la voie au retour de Nawaz Sharif aux affaires.**

Selon une étude menée par Gallup Pakistan en décembre 2023, **l'écart des intentions de vote entre le PML-N et le PTI s'est réduit au cours des huit derniers mois, à un rythme lent mais régulier.**

Elections générales du 8 février

Intentions de vote pour les principaux partis par province pakistanaise



Les chiffres ne sont pas disponibles pour la province du Baloutchistan.

Chart: Scutum Security First (SSF) • Source: Gallup Pakistan • Created with Datawrapper

Taux d'approbation des dirigeants des principaux partis pakistanais avant les élections générales du 8 février




	Imran Khan (PTI)	Nawaz Sharif (PML-N)	Bilawal Bhutto Zardari (PPP)
			
Jun-23	60%	36%	36%
Dec-23	57%	52%	35%

Table: SSF - Scutum Security First • Source: Gallup Pakistan • Created with Datawrapper

En ce qui concerne les taux d'approbation des dirigeants, Imran Khan est en tête et Nawaz Sharif suit de près au niveau national. Dans le Pendjab, Nawaz Sharif devance Imran Khan. **Entre juin 2023 et décembre 2023, l'écart entre Imran Khan et Nawaz Sharif en termes de taux d'approbation s'est considérablement réduit.**

En toile de fond, une économie au bord du gouffre

Le Pakistan traverse une crise économique aiguë marquée par la récession en 2023, année où le pays a évité de peu un défaut de paiement. Le pays a conclu en juillet 2023 un accord de sauvetage de 3 milliards de dollars sur 9 mois avec le Fonds monétaire international (FMI), qui devrait expirer en mars 2023, moment où le nouveau gouvernement issu des élections législatives de février prêterait serment.

Si ce nouveau plan de sauvetage financier a permis de renflouer les caisses de l'État, celui-ci devrait **attiser les conflits sociaux**, dans un pays durement éprouvé par l'**inflation** (dont le taux annuel dépassait les 30 % en septembre 2023) et le ralentissement général de l'économie. En un an, la croissance du produit intérieur brut (PIB) est tombée de 6,1 % à -0,3% selon la Banque mondiale. Dans l'industrie mais aussi dans les services, les entreprises licencient en masse, contribuant au **taux élevé de chômage** (10%) et à l'**aggravation de la précarité** (40% de la population vit sous le seuil de pauvreté).

Dans ce contexte socioéconomique délétère, l'envol des tarifs du gaz et de l'électricité a alimenté la grogne populaire, aussi bien des industriels que des simples usagers. Le rehaussement des prix de l'énergie constituait l'une des **conditions négociées avec le FMI** pour le déblocage du nouveau prêt. L'alourdissement des factures est d'autant plus insoutenable, pour les simples usagers comme pour les entrepreneurs contraints de recourir à des générateurs d'appoint, qu'il se double de coupures prolongées, parfois jusqu'à seize heures par jour.

La colère populaire a repris en septembre 2023. Débutant dans la région d'Azad Cachemire, un **vaste mouvement de désobéissance civile** s'est étendu aux principaux centres urbains, incitant les usagers à ne plus payer leurs notes d'électricité. À **Lahore, Rawalpindi, Karachi, Quetta ou Peshawar**, commerçants, entrepreneurs et particuliers se sont rassemblés pour brûler leurs factures et bloquer les axes routiers — des **manifestations de protestation qui ont parfois viré à l'émeute**.

La jeunesse et la participation : des enjeux clés d'un scrutin à l'issue incertaine

La jeunesse apparaît comme un enjeu clé du scrutin, les moins de 35 ans représentant 44% du corps électoral. Le PTI représente le parti préféré de cette catégorie de population, ce qui s'explique en partie par une stratégie électorale visant à gagner leurs votes (campagne sur les réseaux sociaux, etc.).

Cependant, **la défiance généralisée de la population face à un scrutin qui semble en partie joué d'avance, ainsi que le manque de renouvellement de la classe politique, la corruption des candidats et des partis, devraient jouer en faveur de l'abstention, elle-même renforcée par une campagne électorale courte et minée par la répression**. La frustration des électeurs du PTI, ainsi que les préoccupations en matière de sécurité dans les régions particulièrement en proie aux activités des groupes insurgés, devraient également faire baisser le taux de participation aux élections. Mais avant tout, **la perte de confiance de nombreux Pakistanais s'exprime principalement par l'exode**. L'accumulation de crises — politique, économique mais aussi environnementale, dans un pays aux **avant-postes du changement climatique** — alimente le phénomène : au cours des six premiers mois de l'année 2023, plus de 800 000 candidats à l'exil ont quitté le pays.

Dans le même temps, fort de sa popularité, **Imran Khan continue d'afficher sa confiance en une victoire de son parti**. D'une part, il s'est dit convaincu que le PTI créerait une "surprise" le jour du scrutin et, d'autre part, il a affirmé que toute élection organisée dans le climat actuel serait "un désastre et une farce". Aussi, **les résultats de l'élection sont susceptibles d'être contestés, en particulier si, comme attendu, l'issue du scrutin est défavorable au PTI**. Pour autant, **il semble difficile de dire si ce mécontentement pourrait aboutir à une nouvelle mobilisation de masse du PTI et des violences connexes**, compte tenu du verrouillage sécuritaire opéré par l'armée ces derniers mois. Dans le même temps, **tout signe de troubles internes pourrait amener l'armée à utiliser la sécurité nationale comme prétexte pour renforcer sa mainmise sur le pouvoir**.

Dans tous les cas, le contexte politique et sécuritaire dégradé devrait se traduire a minima par des **incidents violents le jour du vote et à l'annonce des résultats**, malgré les multiples renforcements des mesures de sécurité à l'échelle nationale. Par ailleurs, **un gouvernement mal élu à raison d'une faible participation devrait également fragiliser la légitimité de celui-ci, déstabilisant davantage le pays pour les années à venir.**

SSF Information & Analyse



Veille, Évaluation des risques et Prospective

Acteur reconnu de la **prévention et de la gestion des risques à l'international**, Scutum Security First (SSF) est la référence française du Travel Risk Management et de l'information sécuritaire (alertes, bulletins de veille, fiches pays, études personnalisées).



Alertes 24/7

Alertes sécurité/sûreté sur 203 pays et territoires, 24h/24 et 7j/7 en français et en anglais.



Fiches Pays

Analyse de la situation sécuritaire par zones et type de risques pour chaque pays du monde.



PMPR

Point mensuel des pays à risques : bilan sécuritaire et calendrier des événements du mois à venir.



Études personnalisées

Rapports et bulletins de veille sur une zone, un pays, une problématique sécuritaire.